



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Marchés et prix dans les pays européens à économie planifiée

V.S. Nazarenko

Abstract

In Eastern Europe most farm prices are centrally fixed (minimum Hungary 60% of output). The same applies to retail prices, semi-processed goods and inputs. To compensate for the rise in input prices, increase the profitability of farm units and improve farm incomes, major farm prices increases have been decided upon during recent years. As retail price rises were much slower, considerable subsidies are granted. In addition inputs and credit are subsidized. (Ed.).

Résumé

Dans les pays de l'Est la plupart des prix agricoles sont fixés par l'Etat (minimum Hongrie 60 %), il en est de même des prix de détail, des prix intermédiaires et des prix des inputs. Pour compenser la hausse des inputs, accroître la rentabilité des entreprises de production et les revenus agricoles, des hausses de prix agricoles considérables ont été décidées au cours des années récentes. Comme les prix de détail ont augmenté beaucoup moins, d'importantes subventions sont versées. En outre les inputs et le crédit sont subventionnés. (Réd.).

Citer ce document / Cite this document :

Nazarenko V.S. Marchés et prix dans les pays européens à économie planifiée. In: Économie rurale. N°167, 1985. pp. 14-19;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1985.3155>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1985_num_167_1_3155

Fichier pdf généré le 08/05/2018

MARCHÉS ET PRIX DANS LES PAYS EUROPÉENS À ÉCONOMIE PLANIFIÉE

V.I. NAZARENKO*

Résumé :

Dans les pays de l'Est la plupart des prix agricoles sont fixés par l'Etat (minimum Hongrie 60 %), il en est de même des prix de détail, des prix intermédiaires et des prix des inputs. Pour compenser la hausse des inputs, accroître la rentabilité des entreprises de production et les revenus agricoles, des hausses de prix agricoles considérables ont été décidées au cours des années récentes. Comme les prix de détail ont augmenté beaucoup moins, d'importantes subventions sont versées. En outre les inputs et le crédit sont subventionnés. (Réd.).

Summary :

MARKETS AND PRICES IN CENTRALLY PLANNED EUROPEAN COUNTRIES

In Eastern Europe most farm prices are centrally fixed (minimum Hungary 60 % of output). The same applies to retail prices, semi-processed goods and inputs. To compensate for the rise in input prices, increase the profitability of farm units and improve farm incomes, major farm prices increases have been decided upon during recent years. As retail price rises were much slower, considerable subsidies are granted. In addition inputs and credit are subsidized. (Ed.).

Les systèmes de vente et de formation des prix agricoles dans les pays socialistes de l'Europe de l'Est sont déterminés en premier lieu par leurs structures socio-économiques. Les aspects les plus importants des principes de l'administration économique socialiste sont les suivants : la nature socialiste des forces de production, la concentration de la majeure partie de la production agricole dans des coopératives ou des exploitations étatiques (à l'exception de la Pologne), l'orientation de la production agricole vers la satisfaction de la demande des populations, des coûts minimaux tenant compte des objectifs de la société.

Dans les pays de l'Europe de l'Est à économie planifiée, le mécanisme de formation des prix, en tant que principal facteur de contrôle de la production et de la consommation agricoles, de même que de la production en général, est partie intégrante du système global de planification et d'administration. La seule existence de relations entre quantités et valeurs dans ces pays n'implique pas la réalisation spontanée de la formation des prix. La majeure partie des denrées alimentaires est fournie par des coopératives et des fermes d'Etat avec l'aide des agences d'approvisionnement. Bien que le secteur privé occupe une part considérable du produit national brut, sa part dans la production de biens est, en règle générale, relativement modeste.

Ainsi la part de l'output produit par le privé en Union Soviétique est de 12 % et en Tchécoslovaquie d'environ

9 %. Même dans les pays comme la Hongrie où la part du privé est considérable, la production agricole entre principalement dans le cadre de l'intégration coopérative et des exploitations étatiques avec l'appui du système public d'approvisionnement.

Les prix de vente de la majeure partie des produits agricoles sont fixés par le gouvernement. Une part très modeste seulement de la production agricole est soumise au système de prix libres des marchés locaux. Dans certains pays comme la Roumanie cependant, ces prix sont également contrôlés par le gouvernement. Les prix des produits tels que les fruits et légumes (à production saisonnière) sont souvent fixés par les autorités locales.

Le principe du contrôle central des prix est appliqué dans tous les pays socialistes. Même en Hongrie, où la formation des prix est moins centralisée, 60 % des produits agricoles sont vendus à des prix fixés par l'Etat. C'est en particulier le cas du tournesol, de la viande bovine et porcine. Plus d'un quart des produits agricoles ont un système de prix défini par un régime de prix-limites, avec des maxima et des minima, fixes. C'est l'ensemble de la volaille, des œufs, des légumes et des fruits. Le principe de la formation centralisée des prix, en tant que moyen principal de planification centrale, permet l'application d'une politique économique globale adaptée aux objectifs socio-économiques fixés.

Les principes idéologique et économique de l'approche des problèmes relatifs aux méthodes de planification sont

* Ministère de l'Agriculture, Orlikov Per 3 Block Moskova 107139 URSS

certes communs à tous les pays socialistes. On remarque cependant certaines différences concernant la vente des produits agricoles, la fixation des prix de gros et de détail, les systèmes et méthodes de maintien de l'équilibre entre l'offre et la demande. Ces différences sont dues à la fois aux particularités historiques et économiques, à l'importance du secteur agricole dans l'économie (interne et extérieure), et aux possibilités de financement du mécanisme de la formation des prix dans chacun de ces pays. Ces particularités seront traitées ultérieurement.

Un des traits principaux qui ont marqué le mécanisme de formation des prix dans le secteur agricole pendant la dernière décennie est sans doute la tendance à la réalisation de complexes agro-industriels équilibrés et d'une économie globale favorisant la reproduction dans le secteur agricole. Au cours des 20 dernières années les prix d'achat des produits agricoles ont remarquablement augmenté (1,5 à 2 fois) dans tous les pays de la CMEA. Cette augmentation des prix a été particulièrement considérable en 1982 en Union Soviétique. La hausse des prix des produits agricoles et des matières premières s'est effectuée dans le souci de garantir l'autofinancement des opérations et la reproduction élargie dans le secteur agricole. Mais cette hausse est également due à la montée des coûts des moyens de production, tels que l'énergie, les machines, les engrais, etc. La péréquation de prix agricoles et industriels demeure un principe fondamental dans la politique économique des pays socialistes. La nécessité de maintenir la parité des prix se reflète dans plusieurs lois. Le soutien des prix agricoles vise la compensation de la montée des coûts de production et l'établissement d'un fonds de financement de la reproduction élargie.

En Union Soviétique les tendances des coûts de production sont évaluées en prenant en compte tous les produits agricoles. Dans les autres pays européens ces estimations se font sur la base d'échantillons aléatoires. Mais en tous cas, les institutions publiques de planification disposent d'informations adéquates, permettant d'évaluer la tendance des coûts de production dans le secteur agricole. Comme déjà indiqué, ces mêmes données sont à la base de la fixation des prix d'achat. Ces prix sont calculés en sorte que les prix des produits recouvrent au moins les coûts de production dans toutes les activités agricoles.

En réalité toutefois, on observe de temps à autre des situations où la production de certains produits (en particulier produits animaux : lait, viande) devient non rentable. Dans ces cas les prix de ces produits doivent être révisés. Dans le processus de formation des prix, le niveau de rentabilité de chacun des produits agricoles doit faire l'objet d'une planification. Le terme « niveau de rentabilité » désigne le rapport entre le profit net et les coûts de production. Selon les estimations menées par certains économistes soviétiques, le niveau de rentabilité doit atteindre 40 %, afin de permettre une expansion de la production dans le secteur agricole. En réalité le niveau de rentabilité est cependant, pour la plupart des produits agricoles, au-dessous de cette moyenne. Il faut souligner que dans les exploitations étatiques, la majeure partie des investissements est financée par le budget public et non aux dépens des capitaux propres de ces exploitations. Les crédits sont accordés à des taux d'intérêt allant de 1 à 3 %.

Ceci est en effet un des moyens par lesquels le gouvernement subventionne l'agriculture.

Dans certains pays comme la Hongrie, la hausse des prix agricoles s'effectue régulièrement. Dans d'autres, elle n'est pratiquée que quand des changements considérables du niveau des prix s'avèrent nécessaires. Les ajustements du système des prix s'effectuent également à intervalles réguliers. Des changements notoires du niveau des prix ont eu lieu en janvier 1983 en Union Soviétique : les prix de certains produits agricoles (céréales, betterave à sucre, pommes de terre, lait, viande de bœuf, porc, etc.) ont été rehaussés. Simultanément, une aide financière a été accordée aux entreprises non rentables et à celles dont les taux de rentabilité restent inférieurs à 10 %.

En outre, parallèlement à la suppression des subventions que le gouvernement accordait aux entreprises agricoles afin de leur permettre de payer leurs factures de carburant, d'électricité et de bon nombre de biens industriels, les prix d'acquisition par l'Etat ont été augmentés. Sur un total de 21 milliards de roubles dépensés pour la hausse des prix et des bonus, 11 ont fait l'objet de transferts directs de ressources au profit du secteur agricole, et 10 ont servi à compenser la perte de subventions sur les intrants au niveau des entreprises non rentables et de celles à rentabilité très modeste.

Ainsi le système des prix d'acquisition qui règne en Union Soviétique a pour objectif l'accroissement sensible de la rentabilité de la production agricole. En outre les prix varient suivant les républiques et les zones de la fédération russe selon les conditions climatiques. Dans certaines républiques, par exemple en Lituanie, les prix sont fixés pour chaque micro-zone et entreprise agricole. Chaque région a une liste d'entreprises autorisées à vendre leurs produits à des prix plus élevés. Comme mentionné plus haut, le système d'aide financière s'est avéré être un important facteur d'augmentation de rentabilité des intrants agricoles, chaque région a une liste d'entreprises autorisées à vendre leurs produits à prix plus élevés. Toutes les mesures citées jusqu'ici ont pour but d'améliorer les conditions économiques de production et d'accroître les investissements provenant de capitaux propres aux entreprises. Simultanément est mis en place un système d'encouragement pour les entreprises dont les résultats excèdent la moyenne des cinq dernières années. Ces entreprises reçoivent une prime de l'ordre de 50 % des prix d'acquisition en cours. Le système est pratiqué dans la majorité des pays socialistes. En Hongrie, Allemagne (de l'Est), Tchécoslovaquie, l'aide financière en général s'effectue sous forme de primes portant sur l'excédent de production réalisé, comparé à la production de l'année précédente. En Bulgarie, l'aide financière a été sous cette forme une pratique fréquente.

En effet, on observe une hausse considérable des prix d'acquisition dans tous les pays socialistes. Ces hausses sont en général accompagnées de lois les justifiant. La hausse des prix en janvier 1981 fut l'exemple le plus remarquable en Bulgarie pendant toute la dernière décennie. On a augmenté le prix du blé d'environ 40 %, ceux de la pomme de terre, des tomates et des pommes de 30, 30 et 25 % respectivement. Les prix des produits animaux ont

subi les mêmes évolutions. En Hongrie, ils ont été augmentés d'environ 44 % en 1970, plus 5 % en 1981. En Allemagne de l'Est, ils ont également augmenté à des intervalles donnés, bien qu'à des taux d'accroissement moins élevés que dans les autres pays. L'index des prix d'acquisition a en conséquence atteint 108 % par rapport à 1970 (pour tous les produits agricoles). En 1980, les index pour les cultures et le secteur animal étaient respectivement 109 et 107 %. En particulier, les prix du seigle, de la pomme de terre, du lait et de la viande de bœuf ont été considérablement augmentés en 1981. Une montée très rapide des prix a été observée en Pologne. Ainsi en 1981 l'augmentation des prix était de : lait (67 %), bétail (56 %), porc (48 %), veau (100 %), mouton (125 %), céréales (40 %), marcs (58 %), betterave à sucre (28 %), tabac (27 %), bétail (36 %), veaux (49 %), porc (15 %), lait (20 %), et poules (83 %). Ceci équivaut en somme à une augmentation des prix de plus du double (2,1 fois) pendant les deux dernières années.

Il est à mentionner que cette montée rapide des prix en Pologne était due à la nécessité de parer à la croissance des coûts des moyens de production dans l'agriculture.

En Roumanie, des mesures ont été prises visant le changement des prix d'acquisition : en janvier 1981, les prix ont été élevés d'en moyenne 11,8 %. Une augmentation plus importante eut lieu en janvier 1982 (environ 30 %). La hausse des prix a eu ici également comme objectif de parer à la hausse des prix des moyens de production.

En Tchécoslovaquie, l'augmentation des prix fut relativement modeste pendant les années 1970. De 1970 à 1979, l'index des prix d'acquisition a augmenté de 9,6 %. En janvier 1980, les prix des produits animaux, en particulier ceux du jeune bétail et du mouton, ont connu une hausse assez importante.

En général, la tendance à l'augmentation des prix poursuit deux objectifs :

- a) augmenter la rentabilité des entreprises agricoles afin d'améliorer les conditions de vie des populations rurales,
- b) parer à l'augmentation des prix des moyens de production observée dans plusieurs pays (carburants, engrais, énergie, machines, aliments du bétail). Ceci reflète dans une certaine mesure les tendances des prix sur le marché mondial.

Dans le but d'établir des relations plus équilibrées entre les secteurs agricole et industriel dans certains pays avec l'aide du système de réajustement des prix, des mécanismes spécifiques de subvention des moyens de production ont été développés. L'Union Soviétique (où l'achat d'engrais et de machines est fréquemment subventionné) peut servir d'exemple, avec une subvention accordée aux entreprises d'environ 11,7 roubles pour 100 roubles dépensés pour les machines agricoles et 14,5 roubles par tonne d'engrais.

D'autres modifications des prix d'acquisition vont être programmées dans plusieurs pays. Il est, en ce sens, intéressant de mentionner les programmes à long terme concernant la progression des coûts de production développés en Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est et devant servir de base à la formation des prix. Les prix des produits concernés sur le marché mon-

dial sont pris en considération dans ces estimations. Le calcul des coûts de production est d'habitude basé sur les coûts des entreprises moyennes et de celles offrant les meilleurs résultats. Ceci part de l'opinion que les techniques employées dans ces entreprises doivent être utilisées dans tout le pays.

Le mécanisme des prix est corrigé en adoptant plusieurs mesures de taxation et de crédit, qui ont une importance particulière quant à l'équilibre des conditions de production. Tandis qu'en Union Soviétique ceci s'effectue en général avec l'aide d'un système de prix différenciés selon les zones, on a recours, dans les autres pays socialistes comme l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie, à un système de taxes foncières et d'impôts sur les revenus, et au mécanisme d'assistance financière accordée aux entreprises opérant dans des conditions non favorables.

Un problème de grande importance dans la formation des prix est la relation entre les prix d'acquisition, les prix de gros et de détail et leur dynamique. Considérant l'importance des prix de détail pour le consommateur, la plupart des pays socialistes pratiquent une politique de prix modérés aux dépens du budget étatique. Cette pratique est très fréquente en Union Soviétique. Il semble qu'il n'y ait aucun autre pays au monde, où les prix soient aussi stables qu'en Union Soviétique. En 1982, les prix publics de détail en URSS n'ont augmenté que de 8 % par rapport à 1980, c'est-à-dire une augmentation annuelle de 0,6 %, si l'on prend les intérêts composés en considération. Dans les pays socialistes, y compris l'URSS, avec la propriété publique des moyens de production et la totalité des profits revenant à l'Etat, ce dernier remplit la fonction de redistribution d'une grande partie des revenus entre les populations, avec l'aide d'un système maintenant les prix de détail des produits alimentaires à un niveau assez bas (Tikhonov, 1984, p. 117).

En URSS, le système actuel des prix de détail pour la plupart des produits date de 1955 : depuis lors le gouvernement pratique une politique de stabilisation des prix. Stabilité ne veut cependant pas dire invariabilité des prix. De temps à autre, l'ajustement des prix de certains produits devient nécessaire. Les ajustements ne couvrent pourtant pas la majorité des produits. Les subventions destinées à financer la différence entre les prix de détail et les prix d'acquisition payés par l'Etat pour les produits agricoles, représentent l'un des postes les plus importants du budget public. Ces dépenses ont atteint 9,3 % du budget pendant la 10^e période quinquennale (1976-80). Avec la hausse des prix en 1983, elles vont passer à 12-13 % pour la période quinquennale en cours. La majeure partie des produits vendus aux populations est subventionnée par le gouvernement. Ce dernier tire son revenu de la taxe sur le chiffre d'affaires prélevée sur les produits (sucre, pain, farine). Mais en somme, nous l'avons vu, l'Etat accorde d'importantes subventions afin de soutenir le niveau des prix. Soulignons au passage l'importance des subventions servant à maintenir les prix des produits animaux à un niveau très bas. Le calcul des subventions peut être illustré par l'exemple de la structure des prix de détail pour la plupart des produits alimentaires.

La somme des subventions accordées pour financer la différence entre les prix de détail et les prix payés par l'Etat

a atteint un montant de 252 milliards de roubles. La majorité de ces subventions revient aux produits animaux, en particulier viande et lait. Le montant des subventions pour les autres produits est, de loin, moins important. Ceci est démontré par les données relatives aux allocations budgétaires destinées à financer la différence entre les prix (voir tableau 3).

Tableau 1. — Montant des subventions destinées à financer la différence entre prix de vente (de détail) et prix d'achat pour les produits agricoles

	Montant versé aux fermes collectives, publiques et aux populations pour les produits agricoles mds roubles	Montant total des dépenses budgétaires	Sommes destinées à financer la différence entre les prix		
			mds roubles	% du montant versé pour les produits agricoles	% des dépenses totales
1965	30,9	101,6	3,5	11,3	3,4
1966	37,4	105,6	4,2	11,2	4,0
1967	39,4	115,5	5,7	14,6	4,9
1968	42,2	128,6	7,4	17,5	5,7
1969	41,0	138,5	8,3	19,7	6,0
1970	52,2	154,6	13,3	25,5	8,6
1971	55,8	164,2	15,6	27,9	9,5
1972	57,4	173,2	16,9	29,4	9,6
1973	63,8	184,0	15,9	24,9	8,6
1974	66,4	197,4	17,8	26,8	9,0
1975	67,0	214,5	19,8	29,5	9,2
1976	70,5	226,7	21,3	30,2	9,4
1977	74,8	242,8	23,1	30,9	9,5
1978	79,2	260,2	24,7	31,2	9,5
1979	79,3	276,4	26,7	33,7	9,7
1980	77,0	294,6	25,1	32,6	8,5

Source : Semionov (1983) p. 142.

Tableau 2. — Montant des subventions pour les différents produits agricoles (en pourcentage du prix de détail) 1979

Produits	Prix de détail en moyenne	Dépenses publiques (achat + approvisionnement)	Prix de détail (vente) comparé au prix d'achat	Revenus des entrepr. industr. et des organisat. publiques	Taxe sur le chiffre d'affaires	Subvent. destinées à financer la différ. entre les prix
Blé, seigle, pain	100	79,5	+ 24,1	11,7	5,9	0,8
Macaroni	100	60,5	+ 39,5	10,7	5,4	1,7
Sucre	100	72,2	+ 27,8	2,0	27,2	0,9
Viande						
Bœuf	100	216,3	— 116,3	14,5	—	127,7
Mouton	100	239,3	— 139,3	11,8	—	136,4
Porc	100	147,2	— 47,2	12,2	—	60,3
Lait entier	100	135,2	— 35,2	11,5	—	58,6
Beurre	100	183,0	— 83,0	13,0	—	90,3

Source : Semionov (1983) p. 144.

Nous l'avons dit, la politique de prix modérés pour les produits agricoles exige des sommes exorbitantes. Des mesures sont naturellement à prendre dans le but de maintenir le taux d'accroissement des coûts de production dans des limites raisonnables, et même d'aboutir à la réduction des coûts de production. Ceci faciliterait une application plus effective de la politique de subvention des prix de détail. La voie principale pour atteindre ces objectifs, est d'introduire de nouvelles technologies et des méthodes efficaces de production, d'encourager les opérations basées

sur l'autofinancement aussi bien que les systèmes de groupes collectifs visant la réduction des coûts de production dans l'agriculture.

Tableau 3. — Répartition des dépenses budgétaires entre les différents produits (en %)

Produits	1965	1966-70	1971-75	1976-80
Céréales et oléagineux	8,4	4,4	1,3	3,1
Animaux et volailles	80,6	66,4	71,9	60,0
Lait	—	16,0	18,4	26,8
Coton	11,0	8,8	3,8	3,1
Lin et dérivés	—	1,4	0,9	0,8
Soie grège	—	—	0,3	0,4
Fourrure	—	0,2	0,2	0,5
Cuir	—	0,4	0,2	0,3
Laine	—	0,3	0,7	0,3
Pommes de terre et légumes	—	0,4	2,0	3,8
Oeufs	—	0,2	0,3	0,1
Seigle, soja, graines de ricin	—	1,5	1,4	1,4

Source : Semionov (1983) p. 146.

En somme la politique des prix destinée à assurer la stabilité des prix devra rester l'élément principal de la politique socio-économique globale de l'URSS.

Un système de formation des prix similaire est appliqué en Allemagne de l'Est, où le gouvernement assure le financement de la différence entre prix d'achat et prix de vente. Les subventions sont dues au fait que la marge entre ces deux prix ne couvre pas les coûts d'acquisition, de transformation et de commercialisation des produits agricoles. Les subventions atteignent des dimensions considérables pour les produits animaux.

En Allemagne, le prix d'achat payé par le gouvernement pour la viande de bœuf était de 5,4 DM/kg et le prix de vente aux consommateurs, de 5,80 DM. Pour le porc ces mêmes prix étaient de 5,08 et 7,60 DM ; pour le lait, 1,03 et 0,36 DM ; pour les œufs, 3,27 et 3,40 (les 10 œufs) ; pour la pomme de terre, 0,28 et 0,17.

Naturellement, de telles différences entre prix d'achat et prix de vente nécessitent l'octroi de subventions afin de maintenir le niveau des prix de détail. Comme en URSS, ces subventions sont des allocations budgétaires. Jusqu'à une période très récente, une politique intensive de subvention était également pratiquée en Tchécoslovaquie, entraînant des prix constants pendant une longue période pour les produits agricoles. Les prix de la viande n'ont, par exemple, pas changé pendant une période de 28 ans, alors que les salaires passaient de 1097 à 2690 Korunas.

Les prix de la viande de bœuf, de la volaille, des poissons et dérivés, ont été augmentés d'en moyenne 27 % en janvier 1982. Parallèlement, pour compenser cette hausse des prix, des mesures ont été prises en vue d'accroître les revenus des populations.

Dans bon nombre d'autres pays socialistes de l'Europe de l'Est, les prix de détail sont excessivement flexibles. En Roumanie, les prix de détail n'ont pas changé pendant les 25 à 30 dernières années. Les salaires ont cependant augmenté de 29 % entre 1976 et 1980 et les coûts de production des produits alimentaires de 25 %.

Ceci avait rendu nécessaire la hausse des prix de détail qui a pris effet avec la « loi sur la révision des prix agricoles, permettant l'existence de relations adéquates entre les prix basés sur des principes économiques, rehaussant les prix de détail pour les produits alimentaires et les salaires, accordant des allocations aux familles nombreuses et des pensions ». Ainsi les prix de certains produits agricoles furent augmentés, de même que les salaires du personnel peu payé, les pensions et les allocations.

La Bulgarie et la Hongrie, tenant compte de l'importance du secteur agricole en tant que source de revenu national, en particulier pour leur commerce extérieur, pratiquent une politique permettant la révision périodique du niveau des prix de détail pour les produits alimentaires, accompagnée de changements systématiques des salaires. Une pareille politique des prix a pour objectif de parer à la montée des coûts de production, en prenant particulièrement en considération la hausse des prix d'importation des moyens de production. Considérant l'importance de la part de l'agriculture dans les exportations, le niveau des prix nationaux est rapproché de celui du marché mondial.

Selon les estimations faites par des économistes hongrois, les prix de détail doivent croître de 5 % par an pour exactement refléter les conditions d'accroissement des coûts de production, compte tenu des fluctuations des prix des moyens de production et des produits alimentaires sur le marché mondial.

Mais cette flexibilité dans la politique des prix n'exclut pas nécessairement le système de subvention. En 1981 le montant des subventions en Hongrie pour la viande et ses dérivés avait atteint 9,8 milliards de forints. Et même après la hausse des prix de détail, les subventions du porc atteignaient encore 30 % du total de ces prix.

Il est à remarquer que cette hausse des prix s'effectue dans le cadre d'une politique générale ayant comme objectif la péréquation des revenus et des priorités sociales au sein de la population. Ainsi la hausse des prix est-elle accompagnée du rehaussement des salaires, de transferts de revenu à certains groupes sociaux, de pensions, etc.

La hausse des prix la plus importante s'est effectuée en Pologne en conséquence d'énormes difficultés économiques. Cette mesure a eu comme objectif l'amélioration du système d'administration, en tenant compte de deux facteurs, l'augmentation des revenus et la montée des prix d'acquisition des produits alimentaires. En outre, un système a été mis sur pied en Pologne afin d'alléger les

conséquences de la hausse des prix pour certains groupes sociaux.

Les pays membres de la CMEA (comme le montrent quelques exemples empruntés à certains d'entre eux) ont opté pour des politiques qui diffèrent dans les méthodes, les formes et la nature de la formation des prix, alors que ces pays ont les mêmes concepts de développement socio-économique et les mêmes principes de planification. Un important facteur affectant les prix d'acquisition et de vente y est constitué par les fluctuations des prix du marché mondial entraînant l'ajustement des prix contractuels, qui servent de fondement au commerce extérieur des pays de la CMEA. Ces pays importent des quantités considérables de produits tropicaux qui ne peuvent pas être produits dans les zones tempérées, en conséquence, les variations des prix du marché international, par exemple de celui du café, affectent nécessairement le niveau national des prix de détail. Les variations des prix des céréales sur le marché mondial exercent une influence considérable sur le processus de formation des prix, étant donné que les pays de la CMEA importent aussi bien des céréales fourragères que des céréales alimentaires. Les prix contractuels à payer pour la plupart des importations agricoles de ces pays, sont basés sur les prix du marché mondial et fixés pour une période de 5 ans. Ils sont ainsi plus stables que les prix sur le marché mondial, et permettent des opérations commerciales et une planification à long terme. Les différences entre les prix d'importation et les prix du marché intérieur sont financés par des allocations financières ou des allocations accompagnées d'une « contre-offre » préservant l'équilibre des intérêts mutuels. Ce système de prix et son contrôle représentent un facteur-clé déterminant le fonctionnement du mécanisme général de planification commerciale entre les pays de la CMEA.

Il faudra encore une fois, en concluant, souligner la différence entre la politique des prix et le système de commercialisation dans les pays socialistes et les pays capitalistes. Les premiers ont pour but de réaliser leurs objectifs et priorités sociales à l'aide de la planification du contrôle du système économique global, y compris la formation des prix et le système de commercialisation.

RÉFÉRENCES CITÉES

SEMIONOV V.N. (1983). — Agricultural development : financial and credit mechanism.

TIKHONOV N.A. (1984). — Sovieteconomics : Achievements, problems, prospects.

Commentaires

Augustyn WOS*

Le processus d'indépendance et d'émancipation des entreprises en matière de décisions, le raffermissement du rôle des marchés et la transformation fondamentale de la fonction des prix agricoles durant les dernières décades représentent un événement très important dans les pays à économie planifiée. Le principal dilemme auquel les économistes se trouvent confrontés concerne les rapports entre le plan et le marché. Ce problème n'est pas nouveau. La question est de savoir si les prix peuvent servir de fondement au plan central (dans ce cas les prix d'équilibre correspondraient au degré de rareté des produits concernés selon les estimations du plan) ou bien si ces prix devraient résulter du

libre jeu de la demande et de l'offre (dans ce cas les prix seraient ceux de l'équilibre économique). Le dilemme fondamental devient alors le choix entre l'allocation des ressources et la dérivation des prix en fonction de critères fixés a priori selon des termes et objectifs sociaux généraux d'une part, et la détermination des prix et de l'allocation des inputs du secteur agricole par le libre jeu du marché d'autre part. Entre ces deux extrêmes se trouve un grand nombre d'alternatives sous formes de diverses combinaisons des différents éléments du plan et du marché. La majorité des systèmes de planification dans les économies dirigées évolue dans ce sens.

Je crois que la formation des prix agricoles est plutôt de l'art que de la science. Il n'existe pas de formules universelles qui peuvent servir de base à la politique des prix dans toutes les conditions possibles. Les prix ne sont que l'un des instruments de la politique économique, on ne peut en attendre plus qu'ils ne peuvent obtenir. Aussi bien les prix des produits agricoles que ceux des inputs et les prix de détail requièrent une approche pragmatique. Les prix, n'étant qu'un phénomène réel sur le marché, ne peuvent remplir leur fonction qu'en combinaison avec d'autres instruments tels que les taxes, les taux d'intérêts, les subventions et les revenus. Ainsi la question fondamentale est la détermination des objectifs réels de la politique agricole et non la différence entre la détermination des prix a priori ou leur fixation par le marché. Si ces objectifs sont connus, les moyens pour les réaliser peuvent être sélectionnés dans l'ensemble des instruments, où certes les prix occupent une place de choix.

Actuellement, la simulation de la production alimentaire représente le principal objectif de la politique agricole des pays socia-

listes. Cette situation ne doit pas être identifiée à la planification dans un système centralisé ; elle semble plutôt un aspect particulier d'un certain stade de développement, qui est celui de ces pays. Ceux-ci ont besoin de temps pour accumuler les ressources internes nécessaires à un développement accéléré. Chez eux, le point principal en matière de politique est devenu la croissance économique, en particulier celle des investissements. Les prix peuvent améliorer l'utilisation des ressources en influençant la motivation des producteurs agricoles. Mais ces prix, à eux seuls, ont une influence limitée sur la politique publique d'investissement. Donc si nous examinons actuellement le rôle des prix et des marchés dans les économies planifiées, nous devons considérer qu'il ne résulte pas directement du système politique, mais plutôt du développement économique auquel se trouvent ces pays. Les problèmes relatifs à l'amélioration de la productivité et de l'utilisation des ressources prennent de plus en plus d'importance avec le temps. C'est dans ce sens que la réforme des prix joue un rôle important.

E. SCHINKE**

Les politiques des prix agricoles jouent, dans les pays à planification centrale, un rôle majeur dans les politiques économiques d'ensemble. En règle générale, les autorités centrales ayant pouvoir en matière de prix fixent non seulement les prix à la production mais aussi les prix des facteurs, les coûts et prix de livraison dans les industries de transformation ainsi que les prix alimentaires de gros et de détail. Cette situation traduit l'opinion, qui prévaut dans ces pays, selon laquelle la répétition centralisée des ressources est plus efficace que ces alternatives décentralisées ; non seulement elle permet d'atteindre certains objectifs économiques mais, plus généralement, elle contribue à une utilisation plus efficace des ressources rares.

Les systèmes hautement centralisés qui caractérisent l'Europe de l'Est sont en train de subir des transformations qui apparaissent sous la forme de modifications du système de direction de l'économie dans ses structures et dans son fonctionnement. Il y a déplacement de l'autorité du centre vers des unités périphériques et mise en place de systèmes auto-régulés. Cette évolution a toutefois eu peu d'effets sur le système des prix, et les marchés auxquels il est fait référence dans le titre du rapport de M.V. Nazarenko, n'existent que sous la forme de petits marchés spécifiques.

Les exploitations agricoles fonctionnant dans un système de ce genre bénéficient d'un degré élevé de sécurité puisque leurs prix sont fixés tant vers l'amont que vers l'aval. Encore faut-il que ces prix soient « bien » fixés. Même dans ce cas, les rapports entre prix et coûts ne vont pas être les mêmes pour tous les produits. Les entreprises vont donc orienter leur programme de production de manière à accroître le poids des produits pour lesquels ce rapport est plus favorable. Mais, dans la plupart des pays en cause, cette évolution est bloquée car les autorités centrales fixent non seulement les prix mais aussi la structure de la production. Ceci laisse bien peu de possibilités aux dirigeants d'une entreprise. Ils ne peuvent utiliser les facteurs dont ils disposent de la manière qui leur paraît la meilleure ou mettre en œuvre la solution, signalée par M. Nazarenko, qui consisterait à accroître leurs profits en bénéficiant des sur-prix accordés pour les livraisons dépassant les contingents fixés par le plan ou en orientant des facteurs vers des activités pour lesquelles le rapport prix/coût est favorable.

Les dirigeants d'entreprises n'ont pas non plus la possibilité de choisir leurs sources d'approvisionnement en fonction de leurs prix - ou de toute autre considération. Il n'y a, en effet, aucune concurrence du côté de l'offre mais seulement un système centra-

lisé de répartition des inputs. Il en est de même pour la vente des produits : les autorités centrales fixent non seulement les prix mais aussi les circuits de distribution.

La politique des prix à la consommation pour les produits agro-alimentaires a conduit à des résultats tout à fait différents. Les prix alimentaires et surtout ceux des aliments de base sont des prix politiques qui doivent être à la fois stables et bas. Pour des raisons économiques et politiques, il est difficile de le modifier. Dans la plupart des pays d'Europe de l'Est, il y a donc très peu d'adaptations des prix à des changements dans la structure de la consommation ou à des fluctuations de l'offre. Ceci conduit à des défauts d'ajustement avec excès d'offre dans certaines régions et périodes de l'année coïncidant avec les demandes non satisfaites dans d'autres régions ou périodes. Plus la situation d'ensemble de l'offre est bonne, plus ce phénomène devient apparent. En second lieu, la stabilité des prix combinée avec la hausse des revenus des consommateurs a provoqué une demande excessive, particulièrement pour les produits alimentaires de haut de gamme. Cette situation est aggravée par le fait que le pouvoir d'achat accru n'est pas compensé par une offre suffisante d'autres produits ou par d'autres mesures.

D'après M. Nazarenko, le secteur agricole a pour mission d'obtenir des accroissements constants de production en vue de satisfaire l'augmentation de la demande alimentaire. Les prix alimentaires doivent être fixés aussi bas que possible - alors que toutes les observations disponibles convergent pour indiquer qu'en Europe les coûts de production sont élevés. Cette contradiction ne peut être levée que par le versement de subventions tant aux facteurs qu'aux produits. M. Nazarenko considère que le niveau de ce soutien des prix est très élevé et qu'il s'accroît. En Union Soviétique, il excédera probablement 50 milliards de roubles cette année. En RDA, 25 milliards de marks.

Combien de temps cette politique pourra-t-elle être poursuivie ? M. Nazarenko n'est pas du tout convaincant quand il indique que le progrès technique parviendra un jour à abaisser les coûts de la production agricole et le niveau des subventions. La question qui se pose alors est de savoir s'il y a une relation solide entre prix à la production et prix à la consommation, dans les pays en cause et, particulièrement, en URSS que M. Nazarenko présente comme modèle. Ceci me semble aussi douteux que son affirmation selon laquelle les prix du marché mondial des céréales ont des effets marqués sur les prix intérieurs des pays du COMECON qui en importent.

* Institut d'Economie Agricole et Alimentaire, ul. Swietokrzyska 20 00-002 Warszawa, Pologne.

** Kont. Agrar. u. Wirt. - forschung, Inst. für Weltwirtschaft Univ. Kiel, Duesternbrooker Weg 120, 2300 Kiel, RFA.